



BP 50166  
76204 DIEPPE CEDEX  
Tel : 02 32 90 20 25

## COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA REGION DIEPPOISE

### DECISION – 2023/09

**OBJET : Convention d'occupation à titre précaire de locaux au sein du bâtiment CLEMENCEAU**

Le Président de la Communauté d'Agglomération de la Région Dieppoise,

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux possibilités de délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président,

VU la délibération du Conseil communautaire du 16 juillet 2020 donnant délégation de compétences au Président pour conclure en qualité de bailleur ou de preneur, toute promesse de bail, tout bail, toute convention d'occupation, de mise à disposition du domaine public ou du domaine privé et les avenants correspondants dont la durée n'excède pas 12 ans,

CONSIDERANT la demande de l'Association des Anciens d'Alpine de disposer d'un local destiné au stockage de matériel appartenant à l'association,

CONSIDERANT la disponibilité de locaux au sein du bâtiment CLEMENCEAU de Dieppe-Maritime,

#### **DECIDE**

**Article 1 :** de conclure avec l'Association des Anciens d'Alpine (AAA), sise 7 rue des Anciens Moulins à Martin-Eglise (76370), une convention d'occupation à titre précaire de locaux au sein du bâtiment CLEMENCEAU, sis 2 boulevard Clemenceau à Dieppe (76200).

**Article 2 :** la convention est conclue à titre gratuit pour une durée de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, renouvelable à quatre reprises pour la même période. Les autres modalités d'exécution sont précisées dans la convention.

**Article 3 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet, transcrite sur le registre des décisions du Conseil communautaire et fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine séance du Conseil communautaire.



Fait à Dieppe, le **23 JAN. 2023**

Le Président,

Patrick BOULIER

Acte exécutoire en application de la loi du 2 mars 1982 modifiée.

Transmis au contrôle de légalité le

Affiché le

Notifié le

Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-247600786-20230123-2023-09-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/01/2023

Affichage : 23/01/2023